

# Évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante

## Désignation de l'immeuble bâti visité

### 14.2 - Santes

Zone portuaire 1ère rue

59211 SANTES

**Type de l'immeuble bâti** : Autre bâtiment

**Surface** : 679.0

**Date du permis de construire** : 30/06/1997

**Parties de l'immeuble inspectées** : Toiture

**Référence cadastrale** : 553 AM 56

**Référence personnelle** : entrepôt et bureaux

## Description de la mission définie par le donneur d'ordre

### Donneurs d'ordre / commanditaire du rapport et Propriétaires

Rôle	Nom et prénom	Raison sociale	Adresse
Donneur d'ordre	DIERCKX Karen		
Propriétaire		PORTS DE LILLE	Place Leroux de Fauquemont 59014 LILLE CEDEX

### Opérateur de repérage

**Nom** : Florent LAVIGNON

**N° de certification** : DTI / 2301-004

**Organisme certificateur** :

SOCOTEC CERTIFICATION

11-13 Cours Valmy Tour Pacific

92977 PARIS LA DEFENSE CEDEX

**Date d'échéance** : 26/01/2030

**Raison sociale** : SOCOTEC

**Numéro SIRET** : 47907683800032

**Compagnie d'assurance** : AXA

**Numéro de police** : 37503519275087

**Date de validité de l'assurance** : 31/12/2024

## Conclusions

**Rédigé le** : 27/02/2024

**Présence d'amiante** : OUI

**Date du repérage** : le 18/12/2023

**Conclusions générales** :

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

# Sommaire

---

1. CONCLUSIONS DU RAPPORT .....	3
1.1. Matériaux et produits contenant de l'amiante .....	3
2. CADRE DE LA MISSION .....	5
2.1. Références réglementaires et normatives .....	5
2.2. Conditions de réalisation de l'évaluation périodique .....	5
2.3. Liste des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante .....	5
2.4. Rappel des obligations en matière de conservation et de transmission de ce rapport .....	6
3. DESCRIPTION DE LA MISSION D'ÉVALUATION PÉRIODIQUE DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX .....	7
3.1. Analyse documentaire .....	7
3.2. Conditions de la visite .....	7
4. LABORATOIRE(S) D'ANALYSE .....	8
5. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DE L'ÉVALUATION PÉRIODIQUE .....	9
5.1. Matériaux et produits de la liste A .....	9
5.2. Matériaux et produits de la liste B .....	9
5.3. Matériaux et produits hors liste A et B .....	9
6. NOUVEAUX MATÉRIAUX REPÉRÉS DURANT LA MISSION D'ÉVALUATION PÉRIODIQUE .....	10
6.1. Matériaux et produits repérés de la liste A .....	10
6.2. Matériaux et produits repérés de la liste B .....	10
6.3. Matériaux et produits repérés hors liste A et B .....	10
7. PLANS ET PHOTOS DU RAPPORT .....	11
7.1. Plan(s) des zones amiantées .....	11
7.1.1. Plan sur les plafonds .....	11
7.2. Photos des prélèvements des nouveaux matériaux repérés .....	12
7.3. Grilles d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux objets de la mission .....	12
7.3.1. Grille(s) d'évaluation de la liste B .....	12
7.4. Grilles d'évaluation périodique de l'état de conservation des nouveaux matériaux repérés durant la mission .....	13
7.5. Grilles d'évaluation périodique de l'état de conservation vierge .....	14
ANNEXES .....	17
2312CHNLI_-BI1128000008517_-_D2_-_Amiante_Eval_Period_AB_v1__09_01_2024__13_19.pdf .....	17
Certif Amiante CREP - DTI 2301-004 .....	37
SOCOTECDIAGNOSTICAttestationRCPDifférentsdiagnostics-2024 .....	38
Attestation assurance pour certificateur .....	39

## 1. CONCLUSIONS DU RAPPORT

### 1.1. Matériaux et produits contenant de l'amiante

Dans le cadre de la mission du rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante sur lesquels, à l'issue de l'évaluation de l'état de conservation, il est nécessaire ou recommandé d'effectuer les actions suivantes.

#### Conclusions de l'évaluation de l'état de conservation des matériaux :

Localisation précise de l'ouvrage / Composant	Description des parties de composants et MPCA	Liste (Annexe 13.9 du code de la santé publique)	Résultats de l'évaluation de l'état de conservation	Obligations (liste A) et recommandations (liste B)
Toiture Toiture Plafond (Toiture fibrociment)	Equipements extérieurs Toitures Plaques <i>Plaques fibresciment</i>	B	EP	Réaliser une évaluation périodique
Toiture Toiture Plafond (Bardage fibrociment)	Equipements extérieurs Toitures Plaques <i>Plaques en fibresciment (y compris plaques « sous tuiles »)</i>	B	EP	Réaliser une évaluation périodique

#### Légende :

#### Matériaux et Produits Contenant de l'amiante (MPCA) de la liste A

**Score 1 :** si l'opérateur de repérage conclut à ce score, une évaluation périodique de l'état de conservation du MPCA doit être effectuée dans un délai de 3 ans maximum.

**Score 2 :** si l'opérateur de repérage conclut à ce score, des mesures d'empoussièrement dans l'air par un laboratoire accrédité doivent être réalisées dans un délai de 3 mois:

- Si le résultat est inférieur ou égal à 5 fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique des MPCA dans un délai maximal de 3 ans.
- Si le résultat de ces mesures est supérieur à 5 fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante.

**Score 3 :** si l'opérateur de repérage conclut à ce score, des travaux de retrait ou d'encapsulage de l'amiante doivent être achevés dans un délai de 36 mois. Des mesures conservatoires sont aussi immédiatement mises en oeuvre (ex: condamnation des locaux) pour réduire l'exposition des occupants (empoussièrement inférieur à 5 fibres par litre). Le propriétaire doit aussi informer le Préfet du département du lieu d'implantation du bâtiment concerné, des mesures conservatoires mises en oeuvre, dans un délai de 2 mois et de l'échéancier et de la nature des travaux, dans un délai de 12 mois.

## **Matériaux et Produits Contenant de l'amiante (MPCA) de la liste B**

**EP (Evaluation périodique)** : l'opérateur de repérage conclut à une EP lorsque l'état du MPCA, l'étendue et le risque de dégradation de celui-ci ne conduisent pas à la nécessité d'une action de protection immédiate. Il est recommandé au propriétaire selon un délai préconisé par l'opérateur de repérage de faire procéder à une évaluation périodique qui consiste à contrôler que la dégradation du MPCA ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que sa protection demeure en bon état. L'opérateur recherche aussi, le cas échéant, les causes de dégradation pour que le propriétaire puisse prendre les mesures appropriées pour les supprimer.

**AC1 (Action corrective de premier niveau)**: l'opérateur de repérage conclut à une AC1, lorsque l'état du MPCA, l'étendue et le risque de dégradation conduisent à la nécessité d'une remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Il est donc recommandé au propriétaire par l'opérateur de repérage de procéder ou de faire procéder par des professionnels formés aux interventions en présence d'amiante, à une action qui consiste à :

- Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer
- Mettre en oeuvre ces mesures pour éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées pour limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante.
- Veiller à ce que les modifications apportées ne risquent pas d'aggraver l'état des autres MPCA restant accessibles dans la même zone
- Contrôler périodiquement les autres MPCA restant accessibles et l'état de leur protection.

**AC2 (Action corrective de deuxième niveau)**: l'opérateur de repérage conclut à une AC2 lorsque que l'état du MPCA et l'étendue des dégradations concernent l'ensemble d'une zone. Afin que le MPCA ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, il est recommandé au propriétaire par l'opérateur de repérage de procéder ou faire procéder par des professionnels formés aux interventions en présence d'amiante à une action qui consiste à :

- Prendre les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante (ex: adaptation ou condamnation des locaux). Durant les mesures conservatoires, une mesure d'empoussièrément doit être réalisée.
- Procéder à une analyse de risque complémentaire, pour définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, pour l'intégralité des MPCA de la zone concernée.
- Faire procéder aux mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque
- Contrôler périodiquement les autres matériaux et produits accessibles, ainsi que leur protection.

## 2. CADRE DE LA MISSION

### 2.1. Références réglementaires et normatives

Références :

- Articles R1334-23, R1334-27 du Code de la Santé Publique
- Annexe 13-9 du Code de la Santé Publique
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage

A ce jour, il n'y a pas de référence normative concernant les missions d'évaluation périodique. Certaines parties du rapport peuvent néanmoins s'appuyer sur la norme NF X46-020 d'Août 2017.

### 2.2. Conditions de réalisation de l'évaluation périodique

**Visite effectuée le 18/12/2023**

Objectif de la mission :

Cette mission a pour objectif de procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément aux modalités définies dans les arrêtés du 12 décembre 2012.

Cette mission n'est pas assimilable à une mission de repérage de l'amiante.

Elle est fondée sur la base des repérages précédemment effectués.

Il n'est pas exclu que d'autres parties d'ouvrage ne faisant pas l'objet de cette mission contiennent de l'amiante.

Des repérages complémentaires des matériaux des listes A et B peuvent être effectués et ajoutés à ce rapport, si à l'occasion de la mission d'évaluation périodique, des matériaux ou produits contenant de l'amiante sont identifiés.

#### **Périmètre de la mission**

Les parties de bâtiment objets de la mission sont les suivantes :

Contrôle périodique des matériaux et produits des listes A et B

- Toiture > Toiture

### 2.3. Liste des matériaux et produits susceptibles de contenir de l'amiante

Matériaux et produits de la liste A de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique

Composant à sonder ou à vérifier
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

Matériaux et produits de la liste B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique

Composant de la construction	Partie du composant à sonder ou à vérifier
1. Parois verticales intérieures	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs)</li> <li>Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu</li> <li>Enduits projetés, panneaux de cloisons</li> </ul>
2. Planchers et plafonds	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres</li> <li>Planchers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Enduits projetés, panneaux collés ou vissés</li> <li>Dalles de sol</li> </ul>
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Conduits de fluides (air, eau, autres fluides...)</li> <li>Clapets/ volets coupe-feu</li> <li>Portes coupe-feu</li> <li>Vide-ordures</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Conduits, enveloppes de calorifuges</li> <li>Clapets, volets, rebouchage</li> <li>Joints (tresses, bandes)</li> <li>Conduits</li> </ul>
4. Eléments extérieurs	
<ul style="list-style-type: none"> <li>Toitures</li> <li>Bardages et façades légères</li> <li>Conduits en toiture et façade</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux</li> <li>Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment)</li> <li>Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée</li> </ul>

#### 2.4. Rappel des obligations en matière de conservation et de transmission de ce rapport

Cette mission a pour objectif de procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux ou produits contenant de l'amiante conformément aux modalités définies réglementairement.

Cette évaluation est réalisée par un opérateur de repérage certifié, qui s'aide des grilles de lecture définies par les arrêtés du 12 décembre 2012.

Ces grilles de lecture prennent notamment en compte la protection physique du matériau, son état de surface, son exposition à des chocs ou des vibrations, ainsi que l'existence de mouvements d'air dans la pièce.

La date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques des matériaux de la liste A concernant des parties privatives sont intégrés par le Propriétaire au Dossier Amiante parties privatives (DAPP), conformément aux préconisations de l'Article R1334-29-4 du Code de la Santé Publique.

La date, la nature, la localisation et les résultats des évaluations périodiques des matériaux des listes A et B concernant des parties communes sont intégrés par le Propriétaire au Dossier Technique Amiante (DTA), conformément aux préconisations de l'Article R1334-29-5 du Code de la Santé Publique.

Ces dossiers de traçabilité sont mis à jour, entre autres, lors de chaque nouvelle évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux des listes A et B.

### 3. DESCRIPTION DE LA MISSION D'ÉVALUATION PÉRIODIQUE DE L'ÉTAT DE CONSERVATION DES MATÉRIAUX

---

#### 3.1. Analyse documentaire

Date	Nom du rapport	Référence	Société	Type	Conclusions
04/06/2020	DTA-BAT-14-et-14-2---2020--1-	1113020537	SOCOTEC	Rapport de repérage Listes A et B	Des produits ou matériaux amiantés ont été repérés.

#### 3.2. Conditions de la visite

Non renseigné

## 4. LABORATOIRE(S) D'ANALYSE

---

Il n'y a aucun laboratoire concerné par ce rapport.



## 5. RÉSULTATS DÉTAILLÉS DE L'ÉVALUATION PÉRIODIQUE

### 5.1. Matériaux et produits de la liste A

Aucun matériau de la liste A n'a fait l'objet d'une évaluation périodique de l'état de conservation.

### 5.2. Matériaux et produits de la liste B

Date de l'évaluation	Matériau	Localisation	Critère de décision	Observations	Présence d'amiante	Etat de conservation	Échéance
18/12/2023	Equipements extérieurs Toitures Plaques <i>Plaques fibresciment</i>	Toiture Toiture Plafond (Toiture fibrociment)	Document consulté		Oui	Recommandation EP	36 mois
18/12/2023	Equipements extérieurs Toitures Plaques <i>Plaques en fibresciment (y compris plaques « sous tuiles »)</i>	Toiture Toiture Plafond (Bardage fibrociment)	Document consulté		Oui	Recommandation EP	36 mois

#### **Légende actions recommandées :**

Recommandation EP = Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation

Recommandation AC1 = Faire réaliser une Action corrective de 1er niveau

Recommandation AC2 = Faire réaliser une Action corrective de 2ème niveau

### 5.3. Matériaux et produits hors liste A et B

Aucun matériau hors liste A et B n'a fait l'objet d'une évaluation périodique de l'état de conservation.

## 6. NOUVEAUX MATÉRIAUX REPÉRÉS DURANT LA MISSION D'ÉVALUATION PÉRIODIQUE

---

### 6.1. Matériaux et produits repérés de la liste A

Aucun nouveau matériau n'a été repéré lors de la mission d'évaluation périodique.

### 6.2. Matériaux et produits repérés de la liste B

Aucun nouveau matériau n'a été repéré lors de la mission d'évaluation périodique.

### 6.3. Matériaux et produits repérés hors liste A et B

Aucun nouveau matériau n'a été repéré lors de la mission d'évaluation périodique.

## 7. PLANS ET PHOTOS DU RAPPORT

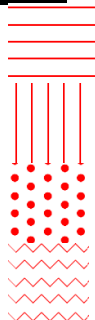
### 7.1. Plan(s) des zones amiantées

#### 7.1.1. Plan sur les plafonds

Niveau: Toiture



#### Légende:



Toiture, terrasse et étanchéité

Parois verticales extérieures

Parois verticales intérieures

Conduits, canalisations et accessoires  
intérieurs et extérieurs



Plafonds et faux plafonds

Planchers et planchers techniques

Voies et réseaux divers

--- Ascenseurs, monte-charges, équipements  
--- divers et accessoires, installations  
--- industrielles

Accès au plan non compressé : <https://dl.sogelink.fr/?cGBwo12G>

## 7.2. Photos des prélèvements des nouveaux matériaux repérés



I0001 - IMG\_20231218\_094547 Equipements extérieurs

Toiture, Toiture

**Présence d'amiante**

I0002 - IMG\_20231218\_094403 Equipements extérieurs

Toiture, Toiture

**Présence d'amiante**

## 7.3. Grilles d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux objets de la mission

### 7.3.1. Grille(s) d'évaluation de la liste B

**Niveau :** Toiture

**Localisation :** Toiture

**Matériau :** Equipements extérieurs > Toitures > Plaques > Plaques fibresciment

Présence d'amiante			
<input checked="" type="radio"/> OUI	<input type="radio"/> NON	<input type="radio"/> EN ATTENTE	
Protection Physique			
<input type="radio"/> ETANCHE	<input type="radio"/> NON ETANCHE	<input checked="" type="radio"/> ABSENCE	<input type="radio"/> NON RENSEIGNÉ
Etat de dégradation			
<input type="radio"/> DÉGRADÉE	<input checked="" type="radio"/> NON DÉGRADÉ	<input type="radio"/> NON RENSEIGNÉ	
Risque de dégradation			
<input checked="" type="radio"/> FAIBLE	<input type="radio"/> A TERME	<input type="radio"/> RAPIDE	<input type="radio"/> NON RENSEIGNÉ

Une évaluation périodique triennale de l'état du matériau doit être réalisée. L'objectif est de vérifier que le matériau ou produit ne présente pas de risque de dégradation et que la protection du matériau est étanche.

**RECOMMANDATION EP**

Délai d'évaluation :  
3 ans

Niveau : Toiture

Localisation : Toiture

Matériau : Equipements extérieurs > Toitures > Plaques > Plaques en fibrespiment (y compris plaques « sous tuiles »)

Présence d'amiante			
OUI	NON	EN ATTENTE	
Protection Physique			
ETANCHE	NON ETANCHE	ABSENCE	NON RENSEIGNÉ
Etat de dégradation			
DÉGRADÉE	NON DÉGRADÉ		NON RENSEIGNÉ
Risque de dégradation			
FAIBLE	A TERME	RAPIDE	NON RENSEIGNÉ

Une évaluation périodique triennale de l'état du matériau doit être réalisée. L'objectif est de vérifier que le matériau ou produit ne présente pas de risque de dégradation et que la protection du matériau est étanche.

RECOMMANDATION EP

Délai d'évaluation :

3 ans

#### 7.4. Grilles d'évaluation périodique de l'état de conservation des nouveaux matériaux repérés durant la mission

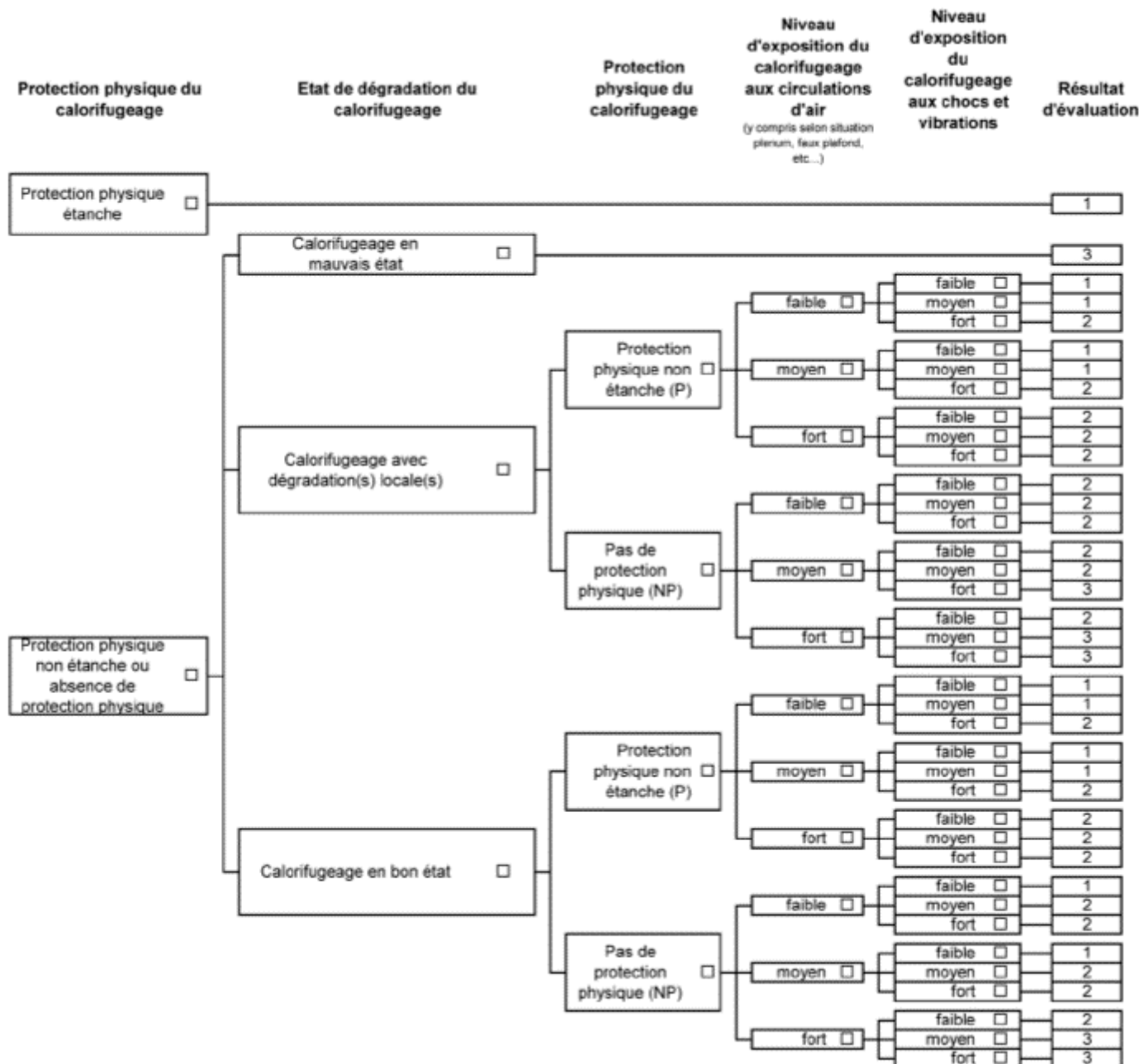
Aucun matériau



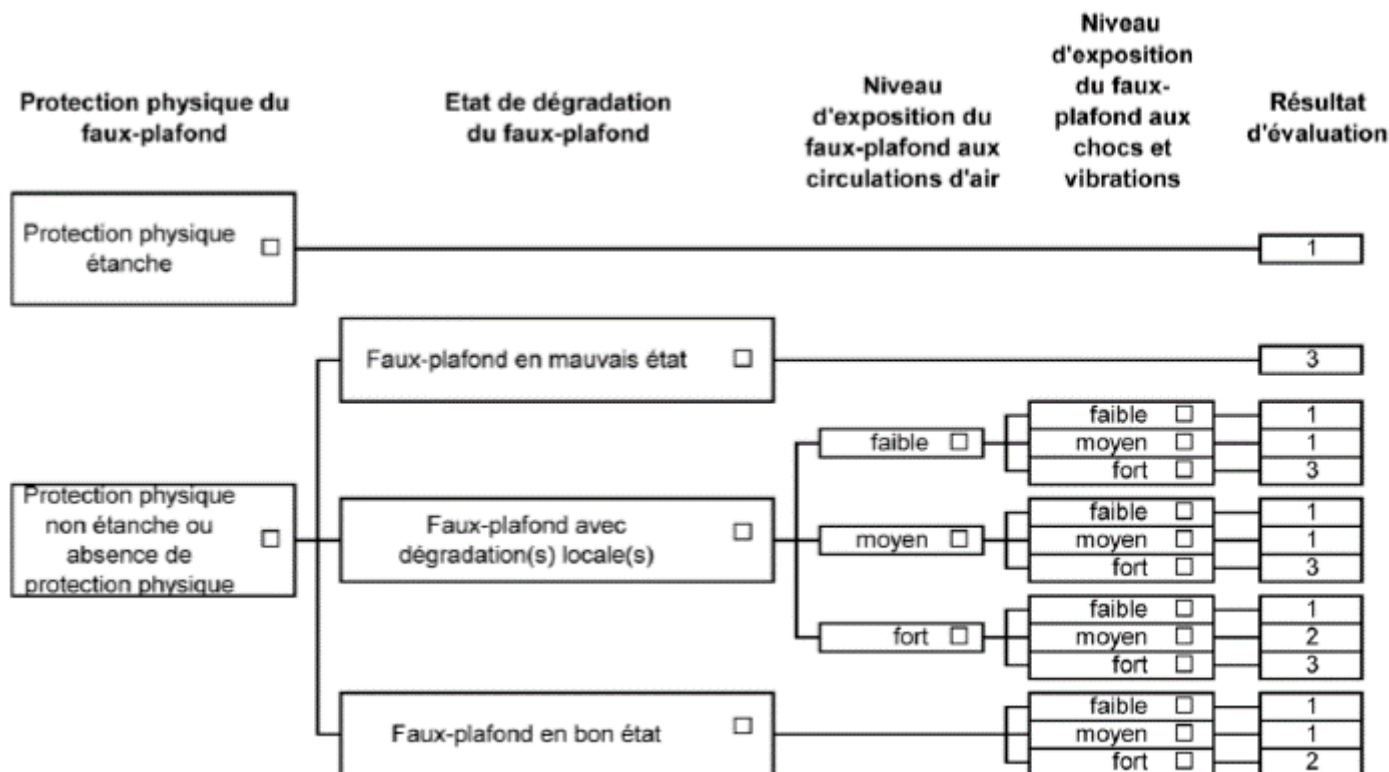
## 7.5. Grilles d'évaluation périodique de l'état de conservation vierge

Protection physique du flocage	Etat de surface et de dégradation du flocage	Protection physique du flocage	Niveau d'exposition du flocage aux circulations d'air (y compris selon situation plénium, faux plafond, etc...)	Niveau d'exposition du flocage aux chocs et vibrations	Résultat d'évaluation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>					1
	Matériau en mauvais état ou Matériau en décollement <input type="checkbox"/>				3
		Protection physique non étanche (P) <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	1
				moyen <input type="checkbox"/>	1
				fort <input type="checkbox"/>	2
			moyen <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	1
				moyen <input type="checkbox"/>	1
				fort <input type="checkbox"/>	2
			fort <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	2
				moyen <input type="checkbox"/>	2
				fort <input type="checkbox"/>	2
	Matériau enduit ou non avec dégradation(s) locale(s) <input type="checkbox"/>	Pas de protection physique (NP) <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	2
				moyen <input type="checkbox"/>	2
				fort <input type="checkbox"/>	2
			moyen <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	2
				moyen <input type="checkbox"/>	2
				fort <input type="checkbox"/>	3
			fort <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	2
				moyen <input type="checkbox"/>	3
				fort <input type="checkbox"/>	3
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input type="checkbox"/>		Protection physique non étanche (P) <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	1
				moyen <input type="checkbox"/>	1
				fort <input type="checkbox"/>	2
			moyen <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	1
				moyen <input type="checkbox"/>	1
				fort <input type="checkbox"/>	2
			fort <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	2
				moyen <input type="checkbox"/>	2
				fort <input type="checkbox"/>	2
	Matériau non enduit, non imprégné et en bon état <input type="checkbox"/>	Pas de protection physique (NP) <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	1
				moyen <input type="checkbox"/>	2
				fort <input type="checkbox"/>	2
			moyen <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	1
				moyen <input type="checkbox"/>	2
				fort <input type="checkbox"/>	2
			fort <input type="checkbox"/>	faible <input type="checkbox"/>	2
				moyen <input type="checkbox"/>	3
				fort <input type="checkbox"/>	3
	Imprégnation à cœur en bon état ou Enduit de surface en bon état <input type="checkbox"/>				1

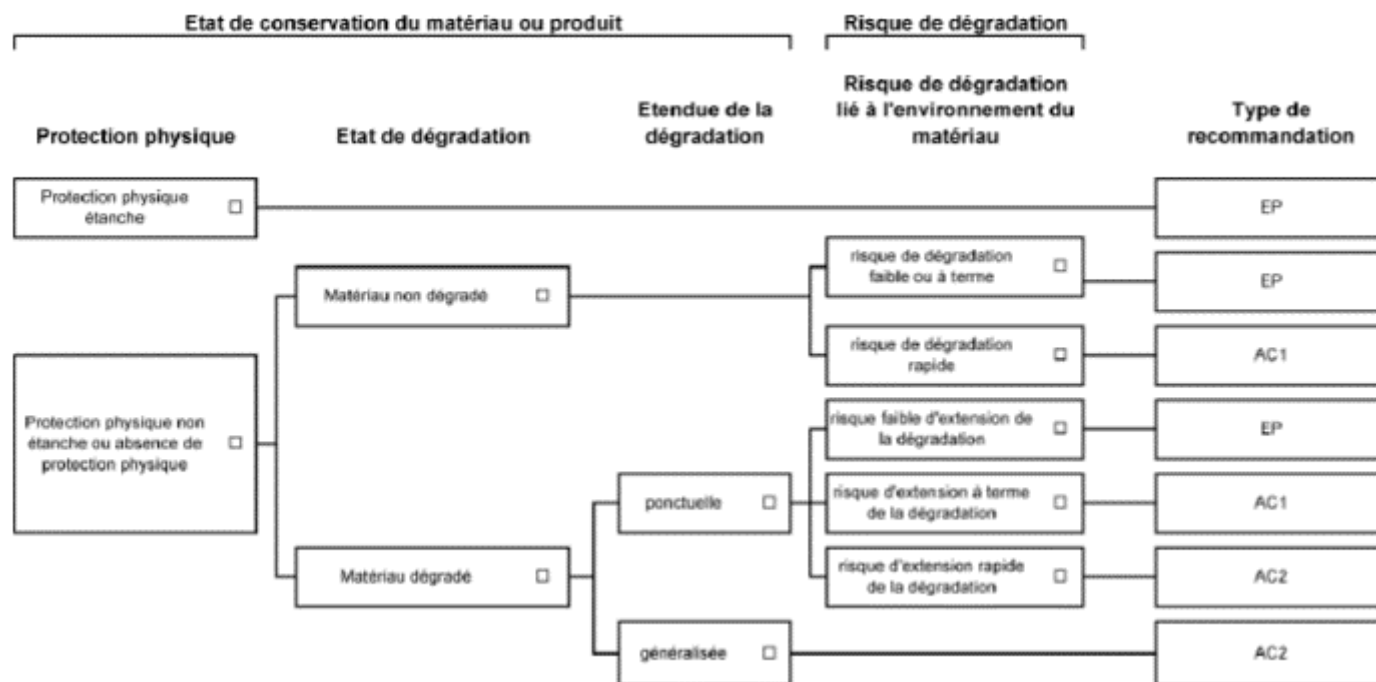
Grille d'évaluation de l'état de conservation des flocages servant de base à la définition des scores de ce rapport (annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2012 concernant la liste A)



Grille d'évaluation de l'état de conservation des calorifugeages servant de base à la définition des scores de ce rapport  
 (annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2012 concernant la liste A)



Grille d'évaluation de l'état de conservation des faux plafonds servant de base à la définition des scores de ce rapport (annexe III de l'arrêté du 12 décembre 2012 concernant la liste A)



Grille d'évaluation de l'état de conservation des MPCA et du risque de dégradation liés à leur environnement servant de base à la définition des scores de ce rapport (annexe I de l'arrêté du 12 décembre 2012 concernant la liste B)



## Contrôle périodique des matériaux et produits des listes A et B à intégrer au Dossier Technique Amiante



### BIEN IMMOBILIER CONCERNE :

Bâtiment 14.2  
Zone portuaire 1ère rue  
59211 SANTES (France)

### Propriétaire

CCIL PORTS DE LILLE  
Place Leroux de Fauquemont - CS 91394 -  
59014 LILLE CEDEX

### Demandeur

CCIL PORTS DE LILLE  
Place Leroux de Fauquemont - CS 91394 -  
59014 LILLE CEDEX

### SYNTHESE DU RAPPORT :

**Il n'a pas été repéré**

- de matériaux ou produits de la liste A contenant de l'amiante.

**Il a été repéré :**

- des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante suivant documentation consultée (dta\_126925 du 27/05/2020) :  
**Plaques (fibres-ciment) (Extérieur - Toiture) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.\***  
**Plaques en bardage (fibres-ciment) (Extérieur - Toiture) pour lequel il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.\***

\* Un détail des conséquences réglementaires et recommandations est fourni en annexe de ce rapport, il est rappelé la nécessité d'avertir de la présence d'amiante toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux et produits concernés ou de ceux les recouvrant ou les protégeant.

**Date du rapport :** 04/01/2024

**Date de visite :** 18/12/2023

**Nombre de pages :** 20

**Fait à :** 59810 LESQUIN

**Référence du dossier :** 2312CHNLI -  
BI11280000008517

### Le présent rapport est établi par :

Florent LAVIGNON

dont les compétences sont certifiées par :  
SOCOTEC Certification France 11-13 Cours Valmy  
Tour Pacific 92977 PARIS LA DEFENSE CEDEX  
(détail sur [www.info-certif.fr](http://www.info-certif.fr))

sur la durée de validité du 27/01/2023 au  
26/01/2030

**Certificat de compétence :**

n° DTI / 2301-004

**Contrat d'assurance :**

AXA / n° 37503519275087 / échéance 31/12/2024

Le présent rapport et ses annexes forment un tout indissociable dont il ne peut être fait état, vis-à-vis de tiers, que par publication ou communication in extenso.



## Sommaire

<b>I. PROGRAMME ET PERIMETRE DU REPERAGE .....</b>	<b>3</b>
1. PROGRAMME DU REPERAGE .....	3
2. PERIMETRE DU REPERAGE .....	3
<b>II. CONCLUSIONS.....</b>	<b>3</b>
<b>III. OBJET DE LA MISSION .....</b>	<b>4</b>
1. DESCRIPTION PRECISE DE L'IMMEUBLE.....	5
2. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION .....	5
<b>IV. DEROULEMENT DE LA MISSION .....</b>	<b>5</b>
1. PRESTATIONS REALISEES .....	5
2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE .....	5
3. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUEES A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION .....	5
4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE .....	5
<b>V. OBLIGATIONS CONSECUTIVES AUX TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT .....</b>	<b>6</b>
<b>ANNEXE 1 - FICHE D'IDENTIFICATION .....</b>	<b>7</b>
<b>ANNEXE 2 - GRILLES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE.....</b>	<b>9</b>
<b>ANNEXE 3 - PLANS / CROQUIS.....</b>	<b>13</b>
<b>ANNEXE 4 - CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS .....</b>	<b>15</b>
<b>ANNEXE 5 - AUTRES DOCUMENTS.....</b>	<b>17</b>
<b>ANNEXE 6 - CERTIFICAT DE COMPETENCES .....</b>	<b>18</b>
<b>ANNEXE 7 - ATTESTATION D'ASSURANCE.....</b>	<b>19</b>



I. PROGRAMME ET PERIMETRE DU REPERAGE

1. PROGRAMME DU REPERAGE

Matériaux et produits des listes A et B de l'annexe 13-9 du Code de la Santé Publique, cités dans les rapports précédents (cf. chapitre IV.3).

2. PERIMETRE DU REPERAGE

Dans le cadre de cette mission, nous avons procédé uniquement à l'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et/ou B cités comme devant faire l'objet d'une évaluation périodique dans le(s) document(s) transmis par le client (cf chapitre IV.3).

II. CONCLUSIONS

Dans le cadre de la mission décrite en tête de rapport, il a été repéré des matériaux et produits contenant de l'amiante.

Résultat de l'état de conservation des Matériaux et Produits de la liste A contenant de l'amiante :

Localisation	Composant		N° Composant	Etat de conservation et obligation réglementaire
Néant	-			

Résultat de l'état de conservation des Matériaux et Produits de la liste B contenant de l'amiante :

Localisation	Composant		N° Composant	Etat de conservation et préconisation
Extérieur - Toiture	4. Eléments extérieurs - Toitures - Plaques (fibres-ciment)	Plaques (fibres-ciment)	ZPSO-001	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation
	4. Eléments extérieurs - Bardages et façades légères - Plaques (fibres-ciment)	Plaques en bardage (fibres-ciment)	ZPSO-002	EP Surveiller l'évolution de l'état de conservation

D'autres composants contenant de l'amiante, présents dans l'immeuble mais ne faisant pas partie des listes réglementaires (A ou B), peuvent avoir été portés à la connaissance de l'opérateur au cours de sa mission. Ils ne sont pas concernés par la présente mission.

Dans le cas où certaines parties d'immeuble concernées par la mission n'ont pas été rendues accessibles lors de la visite de l'opérateur, des investigations complémentaires ou la mise à disposition de moyens d'accès devront être mis en place par le donneur d'ordre (le détail figure au § IV.3).

### III. OBJET DE LA MISSION

La mission confiée à SOCOTEC a pour objet l'état de conservation des matériaux et produit contenant de l'amiante. Elle comporte :

- L'identification et la localisation des matériaux et produits qui contiennent de l'amiante ;
- L'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante et de leur risque de dégradation lié à leur environnement.

Le présent rapport est destiné à **compléter le Dossier Technique Amiante de l'immeuble**.

*L'intervention de SOCOTEC a pour référentiel les articles R 1334-20 et R 1334-21 du Code de la Santé Publique et les textes qui leur sont liés (en particulier arrêtés du 12 et 21 décembre 2012 et du 26 juin 2013 relatif aux composants des listes A et B). Elle est effectuée dans le cadre de la norme NF X 46-020. Elle porte sur les composants des listes A et B définis dans l'annexe 13-9 au code de la santé publique.*

#### Liste A mentionnée à l'article R. 1334-20

Composant de la liste A à vérifier ou à sonder
Flocages
Calorifugeages
Faux plafonds

#### Liste B mentionnée à l'article R. 1334-21

Composant	Partie du composant à vérifier ou à sonder
1. Parois verticales intérieures	Murs et cloisons « en dur » et poteaux (périphériques et intérieurs).
	Enduits projetés, revêtements durs (plaques menuiserie, amiante-ciment) et entourages de poteaux (carton, amiante-ciment, matériau sandwich, carton + plâtre), coffrage perdu.
2. Planchers et plafonds	Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres
	Enduits projetés, panneaux de cloisons.
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.
	Enduits projetés, panneaux collés ou vissés.
	Planchers.
	Dalles de sol.
4. Eléments extérieurs	Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)
	Conduits, enveloppes de calorifuges.
	Clapets/volets coupe-feu
	Clapets, volets, rebouchage.
	Portes coupe-feu
	Joints (tresses, bandes).
	Vide-ordures
	Conduits.
	Toitures.
	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment), bardeaux bitumineux.
	Bardages et façades légères.
	Plaques, ardoises, panneaux (composites, fibres-ciment).
	Conduits en toiture et façade.
	Conduits en amiante-ciment : eaux pluviales, eaux usées, conduits de fumée.



## 1. DESCRIPTION PRECISE DE L'IMMEUBLE

Activité principale de l'immeuble : Industrie  
Date de construction / PC : Date du permis de construire non connue  
Autres

## 2. PLANS DES PARTIES D'IMMEUBLE CONCERNEES PAR LA MISSION

Les plans des parties d'immeuble concernées par la mission sont les suivants.

Etage	Intitulé du plan
Extérieur	Repérage ZPSO

## IV. DEROULEMENT DE LA MISSION

### 1. PRESTATIONS REALISEES

- ☒ Entretien préalable et recueil des informations relatives à l'immeuble.
- ☒ Enregistrement des données sur les produits et matériaux repérés.
- ☒ Rédaction du présent rapport, des annexes, croquis.

### 2. PERSONNES PRESENTES LORS DE LA VISITE

Accompagnateur(s) :  
> Sans accompagnateur

### 3. RAPPORTS PRECEDEMMENT REALISES COMMUNIQUE A SOCOTEC DANS LE CADRE DE LA PRESENTE MISSION

Documents demandés	Documents remis
Rapports concernant la recherche d'amiante déjà réalisés	Rapport amiante n° DTA_126925 daté du 04/06/2020
Documents décrivant les ouvrages, produits, matériaux et protections physiques mises en place	Non
Éléments d'information nécessaires à l'accès aux parties de l'immeuble bâti en toute sécurité	Non

Observations :  
**Néant**

### 4. INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES SUR LA VISITE

Observations	Oui	Non	Sans Objet
Plan de prévention réalisé avant intervention sur site	-	-	X
Vide sanitaire accessible et visitable			X
Combles accessibles et visitables			X
Toiture accessible et visitable			X
Bâtiment vide d'occupants	X		
Bâtiment vide de mobiliers		X	
Équipements en fonctionnement			X

### Parties non visitées

Localisation	Parties du local	Raison
Néant	-	



## Autres informations sur le déroulement de la mission

Néant

Occupation des locaux : Vide

## V. OBLIGATIONS CONSECUTIVES AUX TRAVAUX DE RETRAIT OU DE CONFINEMENT

Lorsque le présent rapport est suivi de travaux, en particulier lorsque les cotations des matériaux sont en note 3 (pour les matériaux de la liste A), AC1, AC2 (pour les matériaux de la liste B situés à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés), le propriétaire doit effectuer après enlèvement ou confinement des matériaux et produits contenant de l'amiante, les interventions suivantes :

- > Examen visuel des ouvrages par une personne certifiée,
- > Mesures d'empoussièrement par un organisme accrédité par le COFRAC.

Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé, par une personne certifiée, à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux dans un délai maximal de trois ans.

Ces interventions sont rendues obligatoires par l'article R.1334-29-3 du code de la santé Publique.



## ANNEXE 1 - FICHE D'IDENTIFICATION



Matériaux : ZPSO-001  
Prélèvement :  
Description : Plaques (fibres-ciment)  
Localisation : Extérieur - Toiture  
Résultat : Présence d'amiante



Matériaux : ZPSO-002  
Prélèvement :  
Description : Plaques en bardage (fibres-ciment)  
Localisation : Extérieur - Toiture  
Résultat : Présence d'amiante





## **ANNEXE 2 - GRILLES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE**



Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

Aucune évaluation n'a été réalisée

Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

1. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux circulations d'air

Fort	Moyen	Faible
1° Il n'existe pas de système spécifique de ventilation, la pièce ou la zone homogène évaluée est ventilée par ouverture des fenêtres. ou 2° Le faux plafond se trouve dans un local qui présente une (ou plusieurs) façade(s) ouverte(s) sur l'extérieur susceptible(s) de créer des situations à forts courants d'air, ou 3° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet d'air est telle que celui-ci affecte directement le faux plafond contenant de l'amiante.	1° Il existe un système de ventilation par insufflation d'air dans le local et l'orientation du jet est telle que celui-ci n'affecte pas directement le faux plafond contenant de l'amiante, ou 2° Il existe un système de ventilation avec reprise(s) d'air au niveau du faux plafond (système de ventilation à double flux).	1° Il n'existe ni ouvrant ni système de ventilation spécifique dans la pièce ou la zone évaluée, ou 2° Il existe dans la pièce ou la zone évaluée, un système de ventilation par extraction dont la reprise d'air est éloignée du faux plafond contenant de l'amiante.

2. Classification des différents degrés d'exposition du produit aux chocs et vibrations

Fort	Moyen	Faible
L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme forte dans les situations où l'activité dans le local ou à l'extérieur engendre des vibrations, ou rend possible les chocs directs avec le faux plafond contenant de l'amiante (ex : hall industriel, gymnase, discothèque...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme moyenne dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques mais se trouve dans un lieu très fréquenté (ex : supermarché, piscine, théâtre,...).	L'exposition du produit aux chocs et vibrations sera considérée comme faible dans les situations où le faux plafond contenant de l'amiante n'est pas exposé aux dommages mécaniques, n'est pas susceptible d'être dégradé par les occupants ou se trouve dans un local utilisé à des activités tertiaires passives.



Grilles d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

Etat de conservation du matériau ou produit			Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>				EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>	EP
			risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>	ponctuelle <input type="checkbox"/>	risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>	EP
			risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
		généralisée <input type="checkbox"/>	risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
				AC2

Dossier n° 2312CHNLI - BI11280000008517  
Date de l'évaluation : 18/12/2023  
Bâtiment / local ou zone homogène : Extérieur - Toiture  
Identifiant Matériau : ZPSO-001  
Matériau : Plaques (fibres-ciment)  
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.

Etat de conservation du matériau ou produit			Risque de dégradation	
Protection physique	Etat de dégradation	Etendue de la dégradation	Risque de dégradation lié à l'environnement du matériau	Type de recommandation
Protection physique étanche <input type="checkbox"/>				EP
Protection physique non étanche ou absence de protection physique <input checked="" type="checkbox"/>	Matériau non dégradé <input checked="" type="checkbox"/>		risque de dégradation faible ou à terme <input checked="" type="checkbox"/>	EP
			risque de dégradation rapide <input type="checkbox"/>	AC1
	Matériau dégradé <input type="checkbox"/>	ponctuelle <input type="checkbox"/>	risque faible d'extension de la dégradation <input type="checkbox"/>	EP
			risque d'extension à terme de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC1
		généralisée <input type="checkbox"/>	risque d'extension rapide de la dégradation <input type="checkbox"/>	AC2
				AC2

Dossier n° 2312CHNLI - BI11280000008517  
Date de l'évaluation : 18/12/2023  
Bâtiment / local ou zone homogène : Extérieur - Toiture  
Identifiant Matériau : ZPSO-002  
Matériau : Plaques en bardage (fibres-ciment)  
Résultat EP : Il est recommandé de réaliser une évaluation périodique.



Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

1. Classification des niveaux de risque de dégradation ou d'extension de la dégradation du matériau.

Risque faible de dégradation ou d'extension de dégradation	Risque de dégradation ou d'extension à terme de la dégradation	Risque de dégradation ou d'extension rapide de la dégradation
L'environnement du matériau contenant de l'amiante ne présente pas ou très peu de risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque pouvant entraîner à terme, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.	L'environnement du matériau contenant de l'amiante présente un risque important pouvant entraîner rapidement, une dégradation ou une extension de la dégradation du matériau.

Légende : EP = évaluation périodique ; AC1 = action corrective de premier niveau ; AC2 = action corrective de second niveau.

L'évaluation du risque de dégradation lié à l'environnement du matériau ou produit prend en compte :

- Les agressions physiques intrinsèques au local (ventilation, humidité, etc...) selon que les risque est probable ou avéré ;
- La sollicitation des matériaux ou produits liée à l'activité des locaux, selon qu'elle est exceptionnelle/faible ou quotidienne/forte.

Elle ne prend pas en compte certains facteurs fluctuants d'aggravation de la dégradation des produits et matériaux, comme la fréquence d'occupation du local, la présence d'animaux nuisibles, l'usage réel des locaux, un défaut d'entretien des équipements, etc...



### ANNEXE 3 - PLANS / CROQUIS



**a ZPSO-002 - Amianté**  
Plaques en bardage (fibres-ciment)  
EP

**a ZPSO-001 - Amianté**  
Plaques en toiture (fibres-ciment)  
EP

Planche de repérage technique
N° planche :1/1
Nom du plan : Extérieur – Repérage ZPSO
Entreprise réalisant le repérage : SOCOTEC Diagnostic Lille Lesquin 4 rue des Ormes 59810 LESQUIN
Adresse du bien : Bâtiment 14.2 Zone portuaire 1ère rue 59211 SANTES (France)
Informations relatives au rapport du repérage : Réf. du rapport : 2312CHNLI - BI11280000008517 Rédacteur : Florent LAVIGNON Date : 04/01/2024
Commentaires :



## ANNEXE 4 - CONSEQUENCES REGLEMENTAIRES ET RECOMMANDATIONS



## Conséquences réglementaires suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste A

**Article R1334-27** : En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation de l'arrêté du 12 décembre 2012, le propriétaire met en œuvre les préconisations mentionnées à l'article R1334-20 selon les modalités suivantes :

**Score 1** – L'évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante est effectué dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage et de son usage. La personne ayant réalisé cette évaluation en remet les résultats au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 2** – La mesure d'empoussièrement dans l'air est effectuée dans les conditions définies à l'article R1334-25, dans un délai de trois mois à compter de la date de remise au propriétaire du rapport de repérage ou des résultats de la dernière évaluation de l'état de conservation. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

**Score 3** – Les travaux de confinement ou de retrait de l'amiante sont mis en œuvre selon les modalités prévues à l'article R. 1334-29.

**Article R1334-28** : Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est inférieur ou égal à la valeur de cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à l'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante prévue à l'article R1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date de remise des résultats des mesures d'empoussièrement ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Si le niveau d'empoussièrement mesuré dans l'air en application de l'article R1334-27 est supérieur à cinq fibres par litre, le propriétaire fait procéder à des travaux de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues à l'article R1334-29.

**Article R1334-29** : Les travaux précités doivent être achevés dans un délai de trente-six mois à compter de la date à laquelle sont remis au propriétaire le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation.

Pendant la période précédant les travaux, des mesures conservatoires appropriées doivent être mises en œuvre afin de réduire l'exposition des occupants et de la maintenir au niveau le plus bas possible, et dans tous les cas à un niveau d'empoussièrement inférieur à cinq fibres par litre. Les mesures conservatoires ne doivent conduire à aucune sollicitation des matériaux et produits concernés par les travaux.

Le propriétaire informe le préfet du département du lieu d'implantation de l'immeuble concerné, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle sont remis le rapport de repérage ou les résultats des mesures d'empoussièrement ou de la dernière évaluation de l'état de conservation, des mesures conservatoires mises en œuvre, et, dans un délai de douze mois, des travaux à réaliser et de l'échéancier proposé.

### Article R.1334-29-3 :

I) A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R.1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R.1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R.1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre.

II) Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R.1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

III) Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiment occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

## Détail des préconisations suivant l'état de conservation des matériaux ou produit de la liste B

- Réalisation d'une « évaluation périodique »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations qu'il présente et l'évaluation du risque de dégradation ne conduisent pas à conclure à la nécessité d'une action de protection immédiate sur le matériau ou produit, consistant à :
  - Contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
  - Rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer.
- Réalisation d'une « action corrective de premier niveau »**, lorsque le type de matériau ou produit concerné contenant de l'amiante, la nature et l'étendue des dégradations et l'évaluation du risque de dégradation conduisent à conclure à la nécessité d'une action de remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés, consistant à :
  - Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ; b) Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
  - Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
  - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.

Il est rappelé l'obligation de faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement.
- Réalisation d'une « action corrective de second niveau »**, qui concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation, consistant à :
  - Prendre, tant que les mesures mentionnées au c) (paragraphe suivant) n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
  - Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
  - Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
  - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

En fonction des situations particulières rencontrées lors de l'évaluation de l'état de conservation, des compléments et précisions à ces recommandations sont susceptibles d'être apportées.





## ANNEXE 5 - AUTRES DOCUMENTS



ANNEXE 6 -  
CERTIFICAT DE COMPETENCES



CERTIFICAT  
N° DTI / 2301-004

Certifie par la présente que :

**Florent LAVIGNON**

a passé avec succès les examens relatifs à la certification de ses compétences

DOMAINE TECHNIQUE	INTITULE DU/DE(S) TYPE(S) DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER	DEBUT DE VALIDITE	FIN DE VALIDITE
AMIANTE	Missions de repérage des matériaux et produits des listes A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention	27/01/2023	26/01/2030
AMIANTE - avec mention	Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels, missions de repérage des matériaux et produits de la liste C, les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement	27/01/2023	26/01/2030
CREP	Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)	27/01/2023	26/01/2030

qui ont été réalisés par Socotec Certification France conformément aux arrêtés compétences :

- Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification

 ACCREDITATION N° 4-0063  
PORTÉE DISPONIBLE SUR  
WWW.COFRAC.FR

  
Thomas Hennion, Directeur opérationnel

Ce certificat n'a qu'une valeur indicative. La validité réelle d'un certificat SOCOTEC Certification International est matérialisée par la présence dans l'annuaire des centres disponible sur le site internet de SOCOTEC Certification France à l'adresse : [www.socotec-certification-international.fr](http://www.socotec-certification-international.fr)  
SOCOTEC Certification France - 13, cours Valéry BOUTRY PARIS LA DEFENSE - France - SAS au capital de 100 000€ - RCS Créteil 448 448 300 - [www.socotec-certification-international.fr](http://www.socotec-certification-international.fr)



## ANNEXE 7 - ATTESTATION D'ASSURANCE

Votre intermédiaire  
**MARSH SAS**  
Département Construction  
Tour Ariane  
5, Place des Pyramides  
La Défense 9  
92088 Paris La Défense Cedex

☎ **01 41 34 50 00**  
📠 **01 41 34 55 00**

N°ORIAS **07 001 037**  
Site ORIAS [www.orias.fr](http://www.orias.fr)

### Votre contrat

Construction : Responsabilité  
civile professionnelle et  
exploitation

### Vos références

Contrat : **37503519275087**  
Client : **0010834120**



Assurance et Banque

SOCOTEC DIAGNOSTIC  
21 Route d'Albert  
62450 AVESNES LES BAPAUME

## ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance AXA France IARD atteste que :

SOCOTEC DIAGNOSTIC  
21 Route d'Albert  
62450 AVESNES LES BAPAUME  
N°SIREN : 479 076 838 00032

Est bénéficiaire des garanties du contrat d'assurance n° 37503519275087 pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ce contrat garantit l'ensemble de ses responsabilités civile professionnelle et exploitation encourues du fait des missions qui lui sont confiées.

Ce contrat garantit, à hauteur de 1.500.000 € par sinistre, notamment :

Les missions relatives à l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériau contenant de l'amiante, prévus soit à l'article L.1334-12-1 du code de la santé publique et définie aux articles R.1334-20 à 25 du code de la santé publique, soit aux articles R.4412-97 à R.4412-97-6 du code du travail ainsi que toutes missions de vérification technique et d'assistance technique liées à l'amiante.

Les missions relatives à l'établissement du diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L.134-1 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état des installations intérieures de gaz prévu à l'article L.134-6 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état des installations électriques prévu à l'article L.134-7 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état relatif à la présence de termites dans les bâtiments prévu à l'article L.133-6 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions de diagnostic ou de vérification relatives à la présence de plomb dans les bâtiments ainsi que les missions relatives à l'établissement du constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L.1334-5 et L.1334-6 du code de la santé publique.

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.**

Nanterre le 27/11/2023

POUR LA SOCIETE :

Guillaume BORIE  
Directeur Général Délégué d'AXA France

AXA France IARD - SA au capital de 214 799 030 € - 722 057 460 RCS Nanterre. TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460. AXA France Vie - SA au capital de 487 725 073,50 € - 310 499 959 RCS Nanterre. AXA Assurances IARD Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle contre l'incendie, les accidents et risques divers. Siren 775 699 309. TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309. AXA Assurances Vie Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle sur la vie et de capitalisation - Siren 353 457 245 - Sièges sociaux : 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex. **Juridica** - SA au capital de 14 627 854,68 € - 572 079 150 RCS Versailles - Siège social : 1, place Victorien Sardou 78160 Marly-le-Roi. AXA Assistance France Assurances - SA au capital de 31 275 660 6451 392 724 RCS Nanterre - Siège social : 6, rue André Gide 92320 Châtillon TVA intracommunautaire n° FR 81 451 392 724. Entreprises régies par le Code des assurances.



Assurance et Banque

Votre intermédiaire  
**MARSH SAS**  
 Département Construction  
 Tour Ariane  
 5, Place des Pyramides  
 La Défense 9  
 92088 Paris La Défense Cedex

☎ **01 41 34 50 00**  
 📠 **01 41 34 55 00**

N°ORIAS **07 001 037**  
 Site ORIAS [www.orias.fr](http://www.orias.fr)

**Votre contrat**

Construction : Responsabilité  
 civile professionnelle et  
 exploitation

**Vos références**

Contrat : **37503519275087**  
 Client : **0010834120**

SOCOTEC DIAGNOSTIC  
 21 Route d'Albert  
 62450 AVESNES LES BAPAUME

**ATTESTATION D'ASSURANCE**

L'entreprise d'assurance AXA France IARD atteste que :

SOCOTEC DIAGNOSTIC  
 21 Route d'Albert  
 62450 AVESNES LES BAPAUME  
 N°SIREN : 479 076 838 00032

Est bénéficiaire des garanties du contrat d'assurance n° 37503519275087 pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ce contrat garantit l'ensemble de ses responsabilités civiles professionnelle et exploitation encourues du fait des missions qui lui sont confiées.

Les montants de garanties suivants sont apportés pour les activités en France Métropolitaine et D.O.M. :

- 1.500.000 € par sinistre tous dommages confondus : Corporels, Matériels et Immatériels consécutifs et non consécutifs.

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.**

Nanterre le 27/11/2023  
 POUR LA SOCIETE :

Guillaume BORIE  
 Directeur Général Délégué d'AXA France

AXA France IARD - SA au capital de 214 799 030 € - 722 057 460 RCS Nanterre. TVA intracommunautaire n° FR 14 722 057 460. AXA France Vie - SA au capital de 487 725 073,50 € - 310 499 959 RCS Nanterre. AXA Assurances IARD Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle contre l'incendie, les accidents et risques divers. Siren 775 699 309. TVA intracommunautaire n° FR 39 775 699 309. AXA Assurances Vie Mutuelle - Société d'Assurance Mutuelle sur la vie et de capitalisation - Siren 353 457 245 - Sièges sociaux : 313, Terrasses de l'Arche 92727 Nanterre Cedex. Juridica - SA au capital de 14 627 854,68 € - 572 079 150 RCS Versailles - Siège social : 1, place Victorien Sardou 78160 Marly-le-Roi. AXA Assistance France Assurances - SA au capital de 31 275 660 6451 392 724 RCS Nanterre - Siège social : 6, rue André Gide 92320 Châtillon TVA intracommunautaire n° FR 81 451 392 724. Entreprises régies par le Code des assurances.



# CERTIFICAT

N° DTI / 2301-004

Certifie par la présente que :

**Florent LAVIGNON**

a passé avec succès les examens relatifs à la certification de ses compétences

DOMAINE TECHNIQUE	INTITULE DU/DE(S) TYPE(S) DE DIAGNOSTIC TECHNIQUE IMMOBILIER	DEBUT DE VALIDITE	FIN DE VALIDITE
AMIANTE	Missions de repérage des matériaux et produits des listes A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans les bâtiments autres que ceux relevant de la mention	27/01/2023	26/01/2030
AMIANTE - avec mention	Missions de repérage des matériaux et produits de la liste A et B et évaluations périodiques de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A dans des immeubles de grande hauteur, dans des établissements recevant du public répondant aux catégories 1 à 4, dans des immeubles de travail hébergeant plus de 300 personnes ou dans des bâtiments industriels, missions de repérage des matériaux et produits de la liste C, les examens visuels à l'issue des travaux de retrait ou de confinement	27/01/2023	26/01/2030
CREP	Constat de risque d'exposition au plomb (CREP)	27/01/2023	26/01/2030

qui ont été réalisés par Socotec Certification France conformément aux arrêtés compétences :

- Arrêté du 24 décembre 2021 définissant les critères de certification des opérateurs de diagnostic technique et des organismes de formation et d'accréditation des organismes de certification



ACCREDITATION N° 4-0085  
PORTEE DISPONIBLE SUR  
WWW.COFRAC.FR

Thomas Hennion, Directeur **opérationnel**

Ce certificat n'a qu'une valeur indicative. La validité réelle d'un certificat SOCOTEC Certification International est matérialisée par la présence dans l'annuaire des certifiés disponible sur le site internet de SOCOTEC Certification France à l'adresse : [www.socotec-certification-international.fr](http://www.socotec-certification-international.fr).  
SOCOTEC Certification France - 13, cours Valmy 92977 PARIS LA DEFENSE - France - SAS au capital de 100 000€ - RCS Créteil 490 984 309 - [www.socotec-certification-international.fr](http://www.socotec-certification-international.fr)

Votre intermédiaire  
**MARSH SAS**  
 Département Construction  
 Tour Ariane  
 5, Place des Pyramides  
 La Défense 9  
 92088 Paris La Défense Cedex

☎ **01 41 34 50 00**

📠 **01 41 34 55 00**

N°ORIAS **07 001 037**  
 Site ORIAS [www.orias.fr](http://www.orias.fr)



**Assurance et Banque**

#### Votre contrat

Construction : Responsabilité  
 civile professionnelle et  
 exploitation

#### Vos références

Contrat : **37503519275087**  
 Client : **0010834120**

SOCOTEC DIAGNOSTIC  
 21 Route d'Albert  
 62450 AVESNES LES BAPAUME

## ATTESTATION D'ASSURANCE

L'entreprise d'assurance AXA France IARD atteste que :

SOCOTEC DIAGNOSTIC  
 21 Route d'Albert  
 62450 AVESNES LES BAPAUME  
 N°SIREN : 479 076 838 00032

Est bénéficiaire des garanties du contrat d'assurance n° 37503519275087 pour la période du 01/01/2024 au 31/12/2024.

Ce contrat garanti l'ensemble de ses responsabilités civile professionnelle et exploitation encourues du fait des missions qui lui sont confiées.

Ce contrat garantit, à hauteur de 1.500.000 € par sinistre, notamment :

Les missions relatives à l'état mentionnant la présence ou l'absence de matériau contenant de l'amiante, prévus soit à l'article L.1334-12-1 du code de la santé publique et définie aux articles R.1334-20 à 25 du code de la santé publique, soit aux articles R.4412-97 à R.4412-97-6 du code du travail ainsi que toutes missions de vérification technique et d'assistance technique liées à l'amiante.

Les missions relatives à l'établissement du diagnostic de performance énergétique prévu à l'article L.134-1 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état des installations intérieures de gaz prévu à l'article L.134-6 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état des installations électriques prévu à l'article L.134-7 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions relatives à l'établissement de l'état relatif à la présence de termites dans les bâtiments prévu à l'article L.133-6 du code de la construction et de l'habitation.

Les missions de diagnostic ou de vérification relatives à la présence de plomb dans les bâtiments ainsi que les missions relatives à l'établissement du constat de risque d'exposition au plomb prévu aux articles L.1334-5 et L.1334-6 du code de la santé publique.

**La présente attestation ne peut engager l'assureur au-delà des clauses et conditions du contrat auquel elle se réfère.**

Nanterre le 27/11/2023  
 POUR LA SOCIETE :

Guillaume BORIE  
 Directeur Général Délégué d'AXA France

SOCOTEC DIAGNOSTIC



Cenon, le 18/11/2022

Je soussignée,

Mme Myriam SENEGACNIK, agissant en qualité de Directrice Métiers

de la société SOCOTEC Diagnostic, SAS au capital de 10 000 100 € dont le siège est situé 21 Route d'Albert – 62 450 – AVESNES LES BAPAUME - SIRET 79902110000018 – NAF 7120 B,

atteste sur l'honneur avoir été sollicitée pour transmettre les conditions particulières rattachées à notre attestation d'assurance exigée au sens de l'article L. 271-6 du code de la construction et de l'habitation (CCH). Dans l'impossibilité de transmettre ces conditions pour des raisons qui nous sont propres, nous vous demandons de compléter le dossier des certifiés employés par notre entreprise par cette attestation sur l'honneur en vous informant que :

- Les certifiés employés par notre entreprise sont dûment assurés au sens de l'article L. 271-6 du CCH.
- Notre assurance couvre les différents domaines sur lesquels sont certifiés nos employés avec les montants de garanties tels que définis dans l'article R271-2 du Code de santé publique en lien avec l'article L.271-6 du CCH.

Pour faire valoir ce que de droit.

Date : Le 18/11/2022

Signature :

*Myriam SENEGACNIK*  
  
SOCOTEC DIAGNOSTIC  
479 076 838 RCS Arras  
21 route d'Albert  
62450 AVESNES LES BAPAUME  
Tél : 03 21 73 41 44 - www.socotec.fr